

Contraintes économiques à l'autonomie. Une matrice de comptabilité sociale du Nunavik (Canada)

Gérard Duhaime
Département de nutrition humaine et de consommation
Université Laval
Québec, QC G1K 7P4

Le toponyme inuktitut Nunavik (la terre où vivre)¹ désigne officiellement aujourd'hui la portion du territoire du Québec située au-delà du 55^e parallèle et les îles adjacentes. Cette terre est habitée par quelque 6000 personnes, dont 90 % d'Inuit, réparties dans une quinzaine de villages côtiers de la baie d'Ungava et du détroit et de la baie d'Hudson. Elle présente un immense intérêt pour le Québec. Il s'agit d'un vaste réservoir de ressources qui s'étend sur 475 000 kilomètres carrés (un peu moins du tiers de la surface totale du Québec), et dont le potentiel minier et hydroélectrique est gigantesque. Mais elle présente un intérêt également immense pour ses habitants. Emportés depuis des décennies par un déferlement de transformations profondes (pénétration de la monnaie, du travail salarié, de l'État, sédentarité, etc.), ses habitants autochtones et leurs représentants voudraient faire de ce territoire la base de leur autodétermination politique. L'adoption officielle du toponyme traduit d'ailleurs symboliquement le poids des représentations autochtones et une certaine sympathie des gouvernements envers le projet d'autodétermination.

La situation économique du Nunavik est généralement méconnue. Il n'existe pas à ce jour d'étude fournissant une synthèse documentée de la situation socio-économique de cette région. Malgré l'intérêt économique qu'elle présente, malgré la multiplicité des entreprises privées et publiques et des administrations gouvernementales qui s'y trouvent, on cherche en vain dans les données actuellement publiées une mesure complète et cohérente des flux économiques de la région et de ses

1. Nous utilisons ici pour désigner le même espace les termes Nunavik, Arctique, Nord du Québec et des variantes.

échanges avec l'extérieur, ou des indications quantifiées étendues et précises de la place relative des divers agents dans cette économie.

L'objectif de la présente étude est de produire une mesure synthétique, systématique et objective de l'économie de la région. Cette étude, exploratoire du point de vue méthodologique, présente un caractère descriptif volontairement accentué. Elle propose de répondre brièvement à deux questions fondamentales : quelles sont les caractéristiques de la situation économique du Nunavik, et que signifient ces caractéristiques dans la perspective de la quête de l'autodétermination² ?

Les réponses sont apportées par l'utilisation de la méthode des matrices de comptabilité sociale. Il s'agit d'une approche qui concentre en un seul tableau matriciel l'ensemble des transactions économiques survenues au cours d'une année de référence entre tous les agents économiques, et qui permet non seulement de décrire les caractéristiques, mais encore de rendre compte des interactions économiques.

La connaissance pour l'autonomie. Problème et méthode

Il existe plusieurs sources d'informations de nature socio-économique concernant le Nunavik : les recensements nationaux, les administrations publiques, les organismes régionaux et les chercheurs fournissent des données abondantes et généralement d'excellente qualité. Elles sont par contre disparates, concernent des aspects extrêmement divers, quelquefois microscopiques, et empruntent une multitude de découpages spatio-temporels qui en restreignent la compatibilité. Convergentes en termes d'objet d'étude qu'elles présentent des résultats, des chiffres absolus, fort différents. De plus, la confrontation de données comparables à première vue est parfois rendue très délicate par l'absence d'explication méthodologique. Enfin, l'ensemble néglige des aspects majeurs de la vie socio-économique.

Cette situation, en particulier les failles laissées par la production statistique gouvernementale, est assez singulière si on la compare avec celle des Territoires-du-Nord-Ouest et du Yukon par exemple. Elle tient principalement au fait suivant : malgré sa désignation onomastique désormais officielle, le Nunavik ne constitue qu'une région infra-

provinciale parmi d'autres, dont la densité démographique, l'importance économique et le poids politique ne justifient pas l'effort qu'il faudrait consentir pour obtenir une couverture statistique valable. Sur la base des innombrables sondages périodiquement réalisés par les agences publiques, la plupart des régions infraprovinciales du Canada disposent continuellement d'indicateurs statistiques dont les variations influencent les choix publics et privés. Mais dans l'Arctique du Québec, l'habituelle méthode de l'enquête par sondage rencontre plus d'un écueil : par exemple, dans ces agglomérations de faible taille, l'effort d'échantillonnage devrait être beaucoup plus grand que dans les régions métropolitaines; par exemple encore, la communication interculturelle impose d'importantes limites à la fidélité et à la validité des questionnaires standardisés.

Les raisons qui justifient la couverture statistique en général s'appliquent également au Nunavik, où les entreprises, les administrations et les ménages sont actuellement forcés de naviguer à vue. Dans le contexte, une raison supplémentaire s'impose : la concrétisation du projet d'autodétermination est engagée. En 1983, les représentants régionaux recevaient du premier ministre québécois d'alors, René Lévesque, l'assurance que le gouvernement accorderait une bienveillante attention à un projet de constitution régionale qui lui serait soumis, qui doterait un gouvernement du Nunavik de pouvoirs accrus et qui respecterait le cadre provincial.

La démarche a conduit à l'élection au scrutin universel du Comité constitutionnel du Nunavik (C. C. N.) en avril 1989; en décembre de la même année, cette assemblée a rendu public un projet de constitution d'un gouvernement régional, adopté par référendum au printemps 1991 (C. C. N., 1989, 1991). Sur ces bases, le Comité amorce maintenant les négociations avec les gouvernements supérieurs. Or les enjeux sont extrêmement mal documentés. Les coûts de la gouvernance de l'Arctique québécois ne sont pas connus, non plus que les paramètres généraux de la situation économique, pourtant essentiels pour évaluer le potentiel fiscal de la région, et, par conséquent, l'autonomie économique dont pourrait se réclamer un éventuel gouvernement régional.

Pour mettre au jour ces paramètres, nous avons opté pour la méthode des matrices de comptabilité sociale. Principalement élaborée au cours des années 1970, la méthode a été consolidée dans la décennie suivante (De Melo, 1988; Drud, Grais et Pyatt, 1986; Kendrick, 1972; King, 1981; Pyatt, 1988). On l'a d'abord expérimentée en utilisant les données économiques nationales de pays du Tiers-Monde (Decaluwé et Martens, 1985, 1988; Decaluwé et Grais, 1983; Greenfield et Fell, 1977; Pyatt et Roc, 1977; Pyatt et Round, 1977). L'utilité de la méthode a plus récemment été montrée pour les économies des pays industrialisés (Bottiroli et Targetti, 1988; Lefebvre et autres, 1988). Des applications

2. Les données ont été recueillies lors d'une vaste recherche qui s'est étendue sur cinq ans. Une année a été consacrée aux aspects méthodologiques, une autre à la cueillette des données et une troisième au traitement des données. La recherche a bénéficié de l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Des remerciements sont adressés aux professeurs Jean-Jacques Simard et Pierre Fréchette, de l'Université Laval. Le premier nous a conduit au problème, le second à la solution.

régionales sont également disponibles aujourd'hui (D'Antonio et autres, 1988); par exemple, Villeneuve et ses collaborateurs (1991) ont calculé une matrice de comptabilité sociale pour la région métropolitaine de Québec.

Cette méthode possède de nombreux avantages : elle conduit à un ensemble cohérent de multiples données descriptives, qui rend compte de la valeur des transactions (comme le font d'ailleurs les concepts traditionnels de la comptabilité nationale, contenus implicitement dans la matrice); mais, en plus, elle permet de mesurer simultanément les interactions entre les agents économiques; elle est utilisable pour des économies infranationales; et elle peut intégrer le secteur informel de l'économie³. Un pareil instrument est donc tout à fait pertinent lorsqu'il s'agit de comprendre une économie régionale dont la couverture statistique est encore embryonnaire.

La matrice de comptabilité sociale est un tableau carré, c'est-à-dire un tableau qui contient autant de lignes que de colonnes. Il s'agit d'un tableau d'entrées-sorties à une seule inscription, c'est-à-dire d'un tableau où une donnée est inscrite en une seule cellule, mais où cette donnée est à la fois une recette pour un agent économique ou pour un secteur d'activité et un déboursé pour un autre agent ou pour un autre secteur. Ainsi, la source et la destination d'une transaction sont identifiées par une seule inscription dans une cellule, à l'intersection des deux agents ou secteurs. Lorsqu'elles sont lues à la verticale, les données sont des déboursés; lorsqu'elles sont lues à l'horizontale, les données sont des recettes.

La méthode de la matrice de comptabilité sociale organise essentiellement les revenus, dépenses et placements des agents économiques dans une série de comptes obligatoirement cohérents. La matrice réalisée ici comprend cinq comptes distincts, permettant de mesurer l'activité économique des agents (ménages, entreprises, administrations) sous différents angles (production, consommation, financement) (tableau 1). Le premier compte (compte des facteurs) mesure la rémunération des facteurs de production, travail et capital, selon la source et l'affectation. La rémunération englobe toutes les formes de rémunération du travail (salaires, commissions, frais relatifs à la main-d'oeuvre) selon la branche d'activité économique qui débourse. Elle comprend également les bénéfices (ou les pertes) nets des entreprises après déduction des subventions et des amortissements, selon la branche d'activité économique qui réalise ces bénéfices ou déficits. L'affectation de ces revenus est portée en ordonnée. La rémunération du travail est affectée aux ménages, selon qu'ils sont localisés dans la région ou à l'extérieur.

3. Dans l'Arctique, le secteur informel de l'économie est très important, notamment en ce qui concerne l'alimentation. Ce secteur n'est toutefois pas mesuré ici.

TABLEAU 1 — Matrice de comptabilité sociale agrégée, Québec arctique, 1983.
Localisation des agrégats.

Dépenses	[1] Compte des facteurs	[2] Compte courant	[3] Compte de capital	[4] Compte de production	[5] Compte de l'extérieur	[6] Total
Revenus						
[1] Compte des facteurs				Rémunération des facteurs de production		Produit intérieur net
[2] Compte courant	Répartition intérieure du P. I.	Transferts entre les institutions			Transferts reçus de l'extérieur	P. I. disponible
[3] Compte de capital		Épargne intérieure		Amortissements	Emprunts à l'extérieur	Épargne totale
[4] Compte de production		Consommation intérieure	Immobilisations achats intérieurs	Tableau intersectoriel intérieur	Exportations	Production totale
[5] Compte de l'extérieur	Répartition extérieure du P. I.	Consommation importée	Immobilisations achats extérieurs	Tableau intersectoriel extérieur		Importations totales
[6] Total	Produit intérieur net	P. I. disponible	Immobilisations totales	Production totale	Exportations totales	

Les profits et pertes sont affectés aux agents économiques qui les absorbent, selon leur localisation géographique.

Le deuxième compte (compte courant des institutions) mesure les paiements courants entre types d'agents économiques. Il englobe les paiements de transferts interinstitutionnels. L'ensemble des transferts reçus par les particuliers est redistribué selon les dépenses courantes effectuées. L'ensemble des transferts reçus par les entreprises et les administrations est redistribué selon l'usage qui en est fait ultérieurement. Ici, les transferts reçus par les administrations sont, par hypothèse, affectés à l'achat des services gouvernementaux.

Le troisième compte (compte de capital) mesure les transactions au titre des immobilisations. L'ensemble des sommes consacrées à ces fins est saisi selon le type d'agent économique qui débourse, et selon la branche d'activité économique auprès de laquelle les biens et services sont achetés, afin de réaliser l'immobilisation.

Le quatrième compte (compte de production) mesure les revenus et dépenses des branches d'activité économique. Les revenus sont distribués selon qu'ils proviennent des particuliers ou associations de particuliers, ou selon qu'ils proviennent des entreprises et des administrations (au compte courant), selon la branche d'activité de production (au compte de production). Les tableaux intersectoriels intérieur et extérieur mesurent les transactions entre branches d'activité économique.

Le cinquième compte mesure toutes les transactions effectuées entre la région et l'extérieur. Ces transactions sont distribuées en quatre comptes distincts, reproduisant les quatre comptes précédents créés pour saisir les transactions à l'intérieur de l'économie régionale.

Dans la version semi-agrégée de la matrice, comme dans la matrice de base (désagrégée), il existe enfin un compte résiduel (ou compte des omissions); celui-ci agglomère les transactions dont la désagrégation n'est pas pertinente pour l'étude envisagée. Par exemple, l'usage fait des bénéfices des entreprises non résidentes de la région étudiée n'est pas considéré.

La matrice comprend obligatoirement toujours autant de lignes que de colonnes, puisque chaque transaction inscrite est effectuée entre deux agents ou deux branches d'activité économique. En outre, le total de chaque ligne est obligatoirement égal au total de chaque colonne puisque l'ensemble des dépenses d'un agent ou d'un secteur doit correspondre à des revenus pour un autre ensemble d'agents ou de secteurs.

Les données nécessaires à la construction d'une matrice de comptabilité sociale sont généralement fournies par les organismes nationaux de statistiques. La comptabilité nationale et les enquêtes complémentaires sur les ménages constituent une bonne base de données. Il existe toutefois des situations particulières où les statistiques sont incomplètes. C'est le cas quand il s'agit d'une région infranationale sans frontière juridique, comme le Nunavik. Les statistiques nationales sont à toutes fins pratiques inutilisables, les comptes nationaux comme les enquêtes complémentaires.

Afin de réaliser la matrice, nous avons d'abord dû créer toute l'information chiffrée nécessaire. Les données concernant les dépenses, les revenus et les immobilisations ont été principalement recueillies auprès des entreprises et des administrations. Nous avons effectué la cueillette en visitant chaque établissement, qui obtenait une série de codes classificatoires : branche d'activité économique, type d'établissement, localisation géographique, période concernée par les données disponibles, sources des données (Duhaimé, 1990). Les données recueillies concernaient les dépenses, les revenus et les placements saisis selon les classifications nécessaires : provenance des revenus, destination des dépenses, répartition des immobilisations, renseignements complémentaires sur la main-d'oeuvre, etc. La presque-totalité des informations sur les opérations des ménages est déduite de ces sources. Par exemple, nous obtenons le revenu total des ménages en additionnant l'ensemble des gains et des transferts qui leur sont destinés, et qui sont saisis par la cueillette auprès des entreprises et des administrations. De même, la répartition des revenus des ménages est obtenue par calculs résiduels, calculs rendus possibles par la cohérence obligée du modèle. Par exemple, connaissant le total des revenus des branches d'activité

économique (la dimension horizontale du compte de production) et la part provenant des entreprises, des institutions sans but lucratif et des administrations, il nous était possible ensuite d'établir, par calcul résiduel, la distribution des dépenses.

Toutes les informations recueillies sont réparties dans un ensemble de chiffriers électroniques. Les données y sont conservées selon les paramètres nécessaires aux compilations de la matrice, de même que selon certains paramètres supplémentaires pertinents à l'étude d'ensemble. Par exemple, les données concernant les dépenses courantes d'opérations effectuées dans la région sont regroupées dans un chiffrier permettant de retracer l'établissement qui effectue les dépenses, et les branches d'activité économique touchées par ces dépenses. De plus, les dépenses au titre du salaire sont encore désagrégées selon la localité où est payé le salaire, et selon la destination finale du salaire (selon qu'il est payé à des résidents ou à des non-résidents). Les chiffriers suivants ont donc été compilés : dépenses courantes des établissements dans la région; dépenses courantes des établissements à l'extérieur de la région; salaires payés dans la région; revenus réalisés dans la région; revenus réalisés à l'extérieur de la région par des établissements régionaux; bénéfices réalisés dans la région; salaires payés à l'extérieur de la région; transferts entre institutions de la région; ventilation des transferts aux particuliers; transferts entre institutions de la région et de l'extérieur; immobilisations dans la région; immobilisations à l'extérieur de la région d'établissements régionaux.

Ces données sont juxtaposées pour former une première version de la matrice désagrégée. La phase suivante consiste à réaliser un ajustement général de la matrice fondé sur les données qu'elle fournit. C'est à cette étape que sont réalisés la plupart des calculs résiduels permettant de déduire la valeur des transactions pour lesquelles les données nécessaires n'existent pas. Ces opérations conduisent à la confection de la version finale de la matrice désagrégée ou matrice de base.

La matrice de comptabilité sociale désagrégée comprend 73 lignes et autant de colonnes. Les données qui y figurent permettent de retracer les transactions effectuées non seulement selon les secteurs industriels (primaire, secondaire, tertiaire) et selon les agents (ménages, entreprises, administrations), mais encore suivant le niveau de désagrégation souhaité, selon les treize branches industrielles (construction, manufacturier, par exemple) et selon des types d'agents économiques (entreprises privées autochtones et allochtones, ménages autochtones et allochtones, par exemple). Dans cette matrice de base, environ 550 cellules comportent de l'information.

Nous obtenons les deux versions subséquentes, semi-agrégée et agrégée, en faisant la sommation des transactions identiques selon un niveau de généralisation plus grand. Nous réalisons la version semi-

agrégée de la matrice en sommant les résultats des branches industrielles (par exemple : construction, manufacturier) selon des secteurs d'activité (secondaire), et en sommant les résultats des types d'agents (par exemple : entreprises privées autochtones et allochtones) selon les grandes catégories d'agents (entreprises) (tableau 3). Dans la matrice agrégée, les agents et les secteurs disparaissent, pour ne laisser voir que les résultats des grands agrégats (tableau 2).

L'économie périphérique. Résultats

La plus grande force de la matrice est de rendre compte des interactions économiques. Elle fournit un nombre considérable d'informations identiques à celles que présentent les systèmes de comptabilité nationale. Toutefois, elle ajoute à ces données une dimension nouvelle. Alors que les comptes nationaux présentent des séries de comptes distincts et dont il est difficile de retracer les correspondances, les inscriptions matricielles permettent de retracer l'impact des opérations de chaque secteur et de chaque agent sur les autres secteurs et agents de l'économie.

On aura une idée assez précise de la richesse que la structure matricielle confère aux informations qu'elle organise en lisant quelques-uns des principaux résultats que présente la version agrégée de la matrice de comptabilité sociale réalisée pour l'Arctique québécois (tableau 2), résultats expliqués au besoin par les informations supplémentaires comprises dans la version semi-agrégée (tableau 3).

La production totale du Québec arctique se chiffre à 237 millions de dollars (tableau 2 : 6, 4)⁴. De cette production totale se dégage un produit intérieur de 58,9 millions de dollars (tableau 2 : 1, 4). Le produit intérieur est réparti entre la région (tableau 2 : 2, 1) et l'extérieur (tableau 2 : 5, 1). Cette distribution géographique est assez renversante, puisqu'elle indique que plus du tiers des richesses nouvelles créées par l'économie du Nord fuit vers l'extérieur.

L'examen de la matrice semi-agrégée fournit déjà quelques éclaircissements à cet égard. Une première constatation frappante est que, dans l'Arctique québécois, bénéfices et déficits des entreprises s'annulent à peu près. Les institutions sans but lucratif réalisent des surplus de 1,4 million de dollars (tableau 3 : 6, 2), mais les entreprises privées accusent des déficits agglomérés de 1,5 million de dollars (tableau 3 : 3, 2). Quand on considère les établissements de propriété

4. Sauf exception, les renvois aux intersections des tableaux doivent se lire comme suit : après le numéro du tableau, suivi des deux points, le premier chiffre désigne la ligne, et le second chiffre précédé d'une virgule désigne la colonne. Ainsi, «tableau 3 : 6, 2» désigne la valeur inscrite à l'intersection de la ligne 6 et de la colonne 2 du tableau 3.

TABLEAU 2 — Matrice de comptabilité sociale agrégée, Québec arctique, 1983 (\$ CAN)

Dépenses	[1] Compte des facteurs	[2] Compte courant	[3] Compte de capital	[4] Compte de production	[5] Compte de l'extérieur	[6] Total
[1] Compte des facteurs				58 973 945		58 973 945
[2] Compte courant	37 836 543	115 728 622			12 092 382	165 657 547
[3] Compte de capital		8 568 896		4 495 549	30 075 446	43 139 891
[4] Compte de production		30 205 920	27 662 261	57 982 605	121 201 751	237 052 537
[5] Compte de l'extérieur	21 137 402	11 154 109	15 477 631	115 600 438		163 369 579
[6] Total	58 973 945	165 657 547	43 139 891	237 052 537	163 369 579	

régionale, leur part du produit intérieur est donc négative. Ces résultats ne veulent évidemment pas dire que les entreprises de propriété régionale sont incapables de produire individuellement des bénéfices. Ils signifient seulement que le résultat est négatif quand on fait la somme de tous les résultats d'exploitation que les entreprises réalisent individuellement. C'est ainsi que la presque-totalité des richesses créées dans l'Arctique et qui est redistribuée dans l'Arctique est le fait de la rémunération du travail (tableau 3 : 6, 1).

La situation est bien différente lorsqu'on examine la part des richesses nouvelles créées qui franchit le 55^e parallèle vers le sud. L'ensemble des entreprises à propriété extérieure réalise des bénéfices de 9,5 millions de dollars (tableau 3 : 16, 2). La main-d'oeuvre qualifiée de passage rapporte avec elle des salaires dépassant les 11,6 millions de dollars (tableau 3 : 16, 1). Ces observations permettent de comprendre le fait, à première vue très surprenant, que le tiers du produit intérieur soit expatrié, comme le montrent les données agrégées au tableau 2 (colonne 1). D'une part, la région doit payer pour la main-d'oeuvre qualifiée dont elle est dépourvue; elle doit importer cette main-d'oeuvre et consacrer à l'opération les ressources importantes nécessaires. D'autre part, la région paie pour les difficultés de décollage de l'entreprise locale, tandis que les entreprises de l'extérieur sont en bien meilleure position pour profiter des marchés intérieurs.

Ces liens de dépendance face à l'économie continentale apparaissent ailleurs dans les résultats économiques. La production totale est de 237 millions de dollars, avons-nous dit (tableau 2 : 6, 4); près de la moitié de cette valeur est consacrée à l'achat de biens et services à l'extérieur de l'Arctique (tableau 2 : 5, 4). Cette situation s'explique par la structure industrielle régionale, pour laquelle la matrice semi-

TABLEAU 3 — Matrice de comptabilité sociale semi-agrégée, Québec arctique, 1983 (\$ CAN)

Dépenses	Cpte des facteurs		Compte courant des institutions				Compte de capital			
	[1] Travail	[2] Capital	[3] Entr. privée	[4] Entr. publ.	[5] Adm. publ.	[6] Partic.	[7] Entr. privée	[8] Entr. publ.	[9] Adm. publ.	[10] Partic.
REVENUS										
COMPTE DES FACTEURS										
[1] Travail										
[2] Capital										
COMPTE COURANT DES INSTITUTIONS										
[3] Entreprise privée		-1 506 883			1 365 976	1 000 000				
[4] Entrepr. publique										
[5] Adm. publique			797	1 200 000	89 995 699	9 922 913				
[6] Particuliers	37 863 547	1 479 879	353 569	962	11 777 376	111 330				
CPTE DE CAPITAL										
[7] Entreprise privée			504 727							
[8] Entrepr. publique										
[9] Adm. publique					7 972 849					
[10] Particuliers						91 320				
COMPTE DE PRODUCTION										
[11] Secteur primaire							2 103 363		3 505 260	
[12] Secteur secondaire							1 254 658	2 034 641	10 532 230	
[13] Secteur tertiaire							29 902 719	542 238	1 228 701	6 453 032
[14] Secteur indéterminé							303 201			8 138
CPTE DE L'EXTÉRIEUR DE LA RÉGION										
[15] Cpte des facteurs										
[16] Compte courant	11 629 572	9 507 830			898 929					
[17] Compte de capital						4 558 588				
[18] Cpte de production						5 696 592	1 352 363	3 593 459	10 432 067	99 742
[19] OMISSIONS										
[20] TOTAL	49 493 119	9 480 826	859 093	1 200 962	112 010 829	51 586 663	5 252 622	6 856 800	30 922 589	107 880

TABLEAU 3 — Matrice de comptabilité sociale semi-agrégée, Québec arctique, 1983 (\$ CAN) (suite)

Dépenses	Compte de production				Compte de l'extérieur de la région				Omissions	Total
	[11] Primaire	[12] Secondaire	[13] Tertiaire	[14] Indéterm.	[15] C. facteurs	[16] C. courant	[17] C. capital	[18] C. prod.		
Revenus										
COMPTE DES FACTEURS										
[1] Travail	6 500 027	4 845 031	38 148 061							49 493 119
[2] Capital	2 835 312	1 996 381	4 649 133							9 480 826
COMPTE COURANT DES INSTITUTIONS										
[3] Entreprise privée						1 200 962				859 093
[4] Entrepr. publique						10 891 420				1 200 962
[5] Adm. publique										112 010 829
[6] Particuliers										51 586 663
CPTE DE CAPITAL										
[7] Entreprise privée	1 545 194	18 230	1 938 052				1 246 419			5 252 622
[8] Entrepr. publique						6 856 800				6 856 800
[9] Adm. publique			977 513			19 454 148	2 518 079			30 922 589
[10] Particuliers			16 560							107 880
COMPTE DE PRODUCTION										
[11] Secteur primaire			797 436					27 510 152		33 916 211
[12] Secteur secondaire			1 620 094							15 441 623
[13] Secteur tertiaire	830 000	1 511 923	47 818 622			4 167 077		89 524 522		181 986 972
[14] Secteur indéterminé	822 752	2 058 532	2 523 246							5 707 731
CPTE DE L'EXTÉRIEUR DE LA RÉGION										
[15] Cpte des facteurs	929 290	8 840	9 853 166							10 791 296
[16] Compte courant									42 570 407	64 606 738
[17] Compte de capital									2 460 411	7 018 999
[18] Cpte de production	20 453 636	5 002 686	73 645 089	5 707 731					115 205 349	241 188 713
[19] OMISSIONS										
[20] TOTAL		33 916 211	15 441 623	181 986 972	5 707 731	10 791 296	22 036 331	3 254 501	124 154 039	241 188 713

agrégée fournit des éclaircissements. Le recours massif aux importations de produits finis vient de l'atrophie du secteur secondaire de l'Arctique (tableau 3 : 20, 12).

Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par la composition des achats intersectoriels intérieurs. Plus du cinquième de la valeur de la production totale de l'Arctique québécois est consacré à des achats intermédiaires dans la région elle-même (tableau 2 : 4, 4). Mais la très grande part de ce volume est destinée à l'achat de services tertiaires qui doivent être produits localement, comme la production et la distribution d'énergie électrique et comme le transport aérien intérieur (tableau 3 : 13, 13). En somme, les intrants intermédiaires disponibles localement sont essentiellement des services, et l'économie arctique est essentiellement fondée sur les services.

Par ailleurs, l'importance des importations de biens et services intermédiaires (tableau 2 : 5, 4) est renforcée du fait que les agents économiques régionaux, entreprises et administrations du tertiaire principalement, doivent maintenir des bureaux et du personnel à l'extérieur pour la poursuite de leurs activités régionales (tableau 3 : 15, 13).

Les liens avec l'extérieur ne semblent plus aussi déterminants lorsque sont considérées les immobilisations. En effet, sur des immobilisations totales de 43 millions de dollars (tableau 2 : 6, 3), 15 millions de dollars sont consacrés à des achats à l'extérieur (tableau 2 : 5, 3), contre 27 millions de dollars qui demeurent dans l'Arctique (tableau 2 : 4, 3). Une lecture trop sommaire du tableau pourrait conduire à faire l'hypothèse que les entreprises régionales de la construction sont fortes, ce qui ne concorde pas avec ce que nous venons de dire de la structure industrielle. En réalité, les 27 millions de dollars figurant au compte de capital représentent la valeur des contrats accordés et réalisés dans l'Arctique québécois, que les entreprises considérées soient résidentes ou non résidentes de l'Arctique québécois. Or, la valeur de tous ces contrats est reportée au compte de production, puisque leur réalisation s'effectue dans le cours d'activités productives. Les entrepreneurs paient des salaires à la main-d'oeuvre locale (tableau 2 : 1, 4), achètent des services disponibles localement (tableau 2 : 4, 4), importent de l'extérieur de la main-d'oeuvre qualifiée, en plus des biens et des services (tableau 2 : 5, 4). En outre, ils enregistrent des bénéfices qui participent à la composition du produit intérieur (tableau 2 : 1, 4); mais ces bénéfices, ensuite affectés aux entreprises non résidentes (tableau 2 : 5, 1), concourent au déséquilibre dans la distribution géographique du produit intérieur. Bref, il est trompeur de lire le compte de capital de manière isolée : si l'on ne tient pas compte de la fluidité des transactions, on est porté à comprendre que l'industrie locale du bâtiment est en bonne posture, même si l'atrophie du secteur manufacturier ne permet pas à la région de profiter de ce genre de placement. La réalité est tout

autre. C'est le marché qui est considérable; mais il est accaparé en bonne partie par les entreprises de l'extérieur de la région.

D'autre part, les 15 millions de dollars figurant à l'intersection du compte de l'extérieur et du compte de capital représentent la valeur des matériaux et équipements achetés par contrat à l'extérieur de la région (tableau 2 : 5, 3). Mais ils ne représentent pas tous les achats effectués à l'extérieur dans la réalisation des immobilisations. En vertu de la circulation des flux monétaires identifiée précédemment, une partie des contrats accordés (tableau 2 : 4, 2) sert à de nouveaux achats de produits importés (tableau 2 : 5, 4).

Les données concernant le financement des immobilisations correspondent parfaitement à la caractéristique qui ressort de la matrice de comptabilité sociale agrégée du Québec arctique, soit l'extraordinaire étroitesse des liens qui unissent cette région à l'économie du Canada méridional. L'épargne intérieure procure le cinquième des besoins en financement pour l'investissement régional (tableau 2 : 3, 2). Mais il ne faut pas se méprendre sur la nature de cette épargne. Elle n'est pas réalisée par les particuliers : les seules épargnes des particuliers sont le fait des résidents allochtones, et elles sont transférées dans des institutions bancaires de l'extérieur (tableau 3 : 17, 6). Elle ne provient pas non plus des surplus réaffectés des entreprises résidentes : nous avons vu que, globalement, leur performance ne leur permet pas de dégager des ressources considérables pour le réinvestissement (tableau 3 : 7, 3). Elle provient plutôt des fonds publics mis à la disposition des administrations régionales aux fins expresses du financement de projets d'immobilisations (tableau 3 : 9, 5). En dernière analyse, ces sommes proviennent des paliers supérieurs de gouvernement, qui se les procurent à même les revenus fiscaux de l'extérieur de l'Arctique.

Quant au reste du financement des immobilisations, outre les amortissements comptables (tableau 2 : 3, 4), il provient des emprunts contractés à l'extérieur (tableau 2 : 3, 5). En somme, pratiquement toutes les immobilisations régionales sont réalisées par la mise en oeuvre de fonds importés, fonds octroyés aux instances régionales par les pouvoirs publics ou fonds prêtés aux investisseurs locaux. Ces résultats confirment l'image d'une économie dépendante non seulement des biens et services extérieurs, mais encore des ressources financières dont elle ne dispose pas de manière autonome.

L'étude des transactions courantes entre les institutions économiques conduit aux mêmes conclusions fondamentales, derrière quelques apparences qui pourraient tromper elles aussi. La consommation intérieure se chiffre à 30 millions de dollars (tableau 2 : 4, 2), contre une consommation importée de 11 millions de dollars (tableau 2 : 5, 2). Il faut faire trois remarques principales concernant ces données. Premièrement, il ne s'agit pas de la consommation de tous les agents écono-

miques, mais uniquement de la consommation des particuliers (puisque la consommation des entreprises et des administrations est saisie ailleurs dans le cours des activités productives) (tableau 2 : colonne 4). Deuxièmement, le fait que les particuliers et leurs associations réalisent le quart de leur consommation à l'extérieur est symptomatique d'une structure économique déficiente, incapable de satisfaire sa demande intérieure (tableau 2 : 5, 2). Troisièmement, la presque-totalité de la consommation intérieure donne lieu, en amont, à des activités importatrices. La vente au détail de biens et de services aux particuliers (tableau 3 : 13, 6) permet de retenir une partie de la richesse nouvelle dans l'Arctique; mais elle rapporte d'abord aux secteurs manufacturiers et aux grossistes de l'extérieur (tableau 3 : 18, 13).

Le compte courant révèle enfin un très fort volume de transferts entre institutions, qu'on pourrait être tenté d'interpréter comme un indice de l'autosuffisance des institutions régionales en ce qui concerne le financement de leurs activités (tableau 2 : 2, 2). C'est en effet dans cette cellule que doivent se trouver les transferts des particuliers et des entreprises destinés à financer les activités des administrations régionales (les impôts directs). La matrice semi-agrégée montre toutefois que la très large part des recettes gouvernementales provient de transferts reçus non pas des autres agents économiques, mais d'autres administrations publiques (tableau 3 : 5, 5). Les paliers supérieurs de l'administration publique, les gouvernements du Canada et du Québec, fournissent l'essentiel des sommes nécessaires aux paliers inférieurs. Cette observation permet de pointer une nouvelle caractéristique essentielle de l'économie de l'Arctique québécois : il s'agit de la dépendance de cette économie régionale envers les activités d'administration publique. L'analyse du compte de l'extérieur (tableau 2 : 5, 2) vient d'ailleurs éclairer de manière très frappante cette caractéristique. L'économie de l'Arctique est tributaire de l'extérieur sous plusieurs angles. Elle importe la main-d'oeuvre qualifiée et les ressources qui lui font défaut (tableau 2 : 5, 1); elle importe les biens et services nécessaires pour la consommation intermédiaire ou finale des entreprises, des administrations publiques et des particuliers (tableau 2 : 5, colonnes 2, 3, 4). Les importations totales se chiffrent ainsi à 163 millions de dollars (tableau 2 : 5, 6).

Mais les exportations totales sont aussi élevées. Alors, comment soutenir l'interprétation voulant que l'Arctique soit dépendant de l'extérieur, alors que les exportations totales (tableau 2 : 6, 5) sont aussi élevées que les importations ? C'est évidemment que les concepts doivent être correctement entendus : en réalité, les exportations de l'Arctique vers l'extérieur sont bien plus limitées qu'il n'y paraît d'abord. Des 121 millions de dollars inscrits au compte de l'extérieur à titre d'exportations (tableau 2 : 4, 5), 31 millions de dollars consistent

en des exportations réelles. De ce chiffre, une valeur de 27 millions de dollars est issue de l'exploitation minière, exploitation qui est sans impact économique dans les villages permanents de l'Arctique. Le reste est composé des ventes de produits d'art et d'artisanat, de quelques produits de la pêche commerciale, des voyages à forfait de chasse et de pêche aux touristes et des services afférents (transport, hôtellerie) (tableau 3 : 13, 16).

Mais la plus grande part de ces 121 millions de dollars, soit 89 millions de dollars, est le fait d'une écriture comptable dont l'objectif est de réaliser l'équilibre des comptes et dont l'impact est de donner une nouvelle mesure de la dépendance : ces 89 millions de dollars représentent ce que les administrations publiques des paliers supérieurs de gouvernement doivent déboursier pour le manque à gagner des administrations arctiques, au titre des activités productives (tableau 3 : 13, 18). Ce n'est pas tout, car la même logique s'applique au compte des exportations dans la cellule concernant les transferts reçus de l'extérieur. Des 12 millions de dollars obtenus en paiements de transferts de l'extérieur de la région (tableau 2 : 2, 5), 10,8 millions de dollars proviennent des administrations publiques de l'extérieur, et sont destinées aux administrations publiques locales et régionales (tableau 3 : 5, 12). Enfin, les emprunts réalisés à l'extérieur, aux fins du financement des projets publics d'immobilisations, proviennent encore une fois des administrations ou des entreprises publiques pour l'essentiel (tableau 3 : lignes 8, 9, colonne 16). Bref, l'équilibre formel entre les importations réelles et les exportations est obtenu parce que la matrice de comptabilité sociale oblige à tenir compte de cette donnée intangible mais néanmoins bien réelle : l'Arctique, pour ainsi dire, «exporte» principalement l'immense déficit de son secteur public, secteur qui est à la base de son économie.

Les contraintes à l'autonomie. Conclusion

Des conclusions de deux ordres peuvent être tirées de l'examen des concepts et des résultats de la matrice de comptabilité sociale du Nunavik, réalisée à l'aide de données de 1983.

D'abord, il est évidemment possible de produire une caractérisation globale très nette de la situation économique, caractérisation fondée sur des données objectives et systématiques. Un secteur tertiaire dominant où l'État est hyperdéveloppé, des secteurs primaires et secondaires déterminés de l'extérieur, des entreprises de passage qui récoltent globalement plus de bénéfices que les entreprises résidentes, une part importante des salaires qui quitte directement la région, une part importante des salaires qui est épargnée à l'extérieur bien qu'elle

soit gagnée à l'intérieur de l'Arctique par des résidants qui n'y demeureront pas toujours, un débalancement dans la part des richesses nouvelles restant à l'intérieur, débalancement entre les salaires (occupant toute la place) et quelques surplus qu'éclipsent les déficits d'entreprises en difficulté de décollage, un secteur public moteur mais presque totalement financé de l'extérieur, un formidable déséquilibre entre les importations et les exportations, où les importations sont aussi massives, aussi diversifiées qu'il est possible de les imaginer, et pour lesquelles n'existent pas de produits de substitution, où l'équilibre comptable n'est qu'apparent puisqu'il repose sur la prise en charge par l'extérieur de l'immense déficit des administrations publiques régionales; voilà, d'un souffle, l'essentiel de ce que révèle la matrice de comptabilité sociale du Nunavik de 1983⁵. Il ne faudrait pas une bien longue révision des concepts pour déceler la parenté de cette économie avec la situation des États périphériques.

Il est ensuite possible de diagnostiquer la signification de ces caractéristiques très nettes dans la perspective politique. Toute porte à croire que ces paramètres, mesurés en un point fixe dans le temps, traduisent des tendances longues et lourdes, dont le sens serait extrêmement difficile à changer, si tant est qu'il soit possible de changer délibérément une économie régionale. La centralité économique de l'administration publique est une caractéristique apparue au milieu du présent siècle, en même temps que la sédentarité se révélait inéluctable pour les Inuit du Grand Nord canadien. La création des villages permanents, puis le fonctionnement des services courants, reposaient très largement sur l'initiative et sur les capacités financières gouvernementales (Duhaime, 1989). Le mouvement est même allé s'accroissant ces quinze dernières années. En signant la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour assurer une paix sociale qui rendrait possible la réalisation du mégaprojet hydroélectrique de la Baie James (le projet de la rivière La Grande), les gouvernements de Québec et d'Ottawa s'engageaient formellement à maintenir ou à améliorer les services fournis aux habitants des territoires québécois cris et inuit. Ce document, enchâssé depuis dans la Constitution du Canada de 1982, fait et

5. Il ne s'agit encore que de très grandes caractéristiques. La matrice semi-agrégée présentée ici recèle encore de nombreuses informations dont nous ne pouvons parler maintenant à cause des limites qui nous sont imparties. Le lecteur est invité à se risquer à une lecture plus fine. Par ailleurs, nous ne présentons pas ici la matrice de base. Sa lecture est encore plus complexe parce que son niveau de désagrégation et son niveau de précision sont encore plus grands; la présentation matérielle d'une matrice de 73 cellules sur 73, et dont plus de 550 cellules contiennent des données, pose des problèmes incompatibles avec le cadre auquel nous sommes tenu. Mais on devinera que toutes les informations que contient la matrice de base permettraient de raffiner énormément la description de la situation économique de l'Arctique du Québec.

fera sentir ses effets encore très longtemps. D'un simple point de vue comptable, il aura fait croître le volume des transactions, c'est-à-dire des dépenses gouvernementales requises pour l'administration publique du Nunavik; mais il n'aura pas changé le sens de ces transactions ni renversé ces caractéristiques de fond (Duhaime, 1987; Québec et autres, 1980).

Mais l'hypertrophie de l'importance économique de l'État n'est pas un trait qui vient seul. Son complément est l'étroitesse des assises fiscales des activités gouvernementales. Les résultats montrent également ce point saillant: l'administration publique du territoire est financée par l'extérieur, puisque la région elle-même ne parvient pas à produire suffisamment de richesses nouvelles pour payer les services requis. L'essentiel du produit intérieur provient des salaires, dont une portion seulement est accaparée par les résidants, et dont le volume est extrêmement limité par rapport aux besoins du secteur public. Les rares bénéficiaires des entreprises régionales sont encore plus minces. Les bénéficiaires entiers des entreprises non régionales ne suffiraient pas davantage, même ceux des entreprises engagées dans des activités d'exportation⁶. Songera-t-on à taxer les importations de biens destinés à la consommation courante, dont le volume est important? La mesure serait difficilement acceptable dans une région où les prix sont déjà fortement majorés par rapport à ceux des régions métropolitaines; en outre, elle serait encore insuffisante pour dégager toute la somme nécessaire au financement des activités gouvernementales.

L'ampleur des besoins du secteur public et l'étroitesse de la capacité de la région de produire le financement du secteur public, tout comme le fait que ces tendances soient engagées depuis quelques décennies et — autant que l'on puisse en juger — pour longtemps encore, permettent d'avoir une idée assez claire des enjeux soulevés par la négociation concernant un gouvernement régional doté d'une marge importante d'autonomie. Non seulement les représentants des Inuit du Nunavik devront-ils réclamer un accroissement des prérogatives régionales dans les sphères d'activités qu'ils ont à cœur⁷, mais encore

6. Pour une valeur de la production dépassant les 30 millions de dollars, les activités d'exportation minière ne rendaient au Trésor public qu'environ 100 000 dollars au cours de la période examinée. Au demeurant, ces activités sont actuellement réduites à presque rien, depuis la cessation des activités d'extraction à la mine de Purtuniqu, propriété de la Société nationale de l'amiante. Quant aux autres branches d'activité qui exportent, elles ont des chiffres d'affaires respectables en soi, mais dérisoires du point de vue des besoins financiers de l'État.

7. Le comité constitutionnel du Nunavik en détermine 12, à savoir: éducation, gestion de l'environnement, gestion des ressources, santé et services sociaux, développement économique, emploi et formation, travaux publics et infrastructures, gestion et planification du territoire, revenu et taxation, administration de la justice, culture et communications, relations extérieures.

devront-ils réclamer que leur soient accordés statutairement des fonds qu'ils ne pourront lever eux-mêmes.

En somme, l'autonomie gouvernementale devra demeurer assujettie à la dépendance fiscale. Cet horizon n'est pas dramatique. Il est aussi le quotidien de gouvernements comme celui de Terre-Neuve. Mais il requiert au moins deux mesures de prudence essentielle. Premièrement, l'entente entre le palier régional et le gouvernement du Québec devrait tendre à mettre à l'abri des humeurs politiques les fonds consentis annuellement au Nunavik, afin de permettre la planification à long terme et l'exercice réel du gouvernement. Deuxièmement, le Conseil du Nunavik, ses dirigeants et les citoyens devront saisir intégralement la responsabilité que dicte l'autonomie de choix : ils devront assumer le poids de leurs erreurs. À ces conditions, l'issue des négociations pourrait servir de modèle pour les autres contentieux, car la situation économique de l'Arctique québécois, comme les aspirations politiques de ses habitants, est un dénominateur commun aux Autochtones du Canada.

Mais, à notre avis, aucune négociation qui ne serait pas fondée sur une connaissance adéquate des paramètres économiques généraux et des coûts de la gouverne ne peut conduire très loin. Le contexte politique, mais également le contexte économique lui-même, rendent incontournable le recours grandissant à l'information macro-économique.

Dans cette perspective, la matrice de comptabilité sociale constitue un outil d'une indéniable pertinence socio-politique. Développées de manière adéquate, compte tenu des spécificités des situations locales, mais surtout dans le souci d'adopter, pour l'essentiel, des catégories largement répandues, les matrices pourraient permettre de décrire les situations économiques singulières, de saisir la dynamique des échanges et de rendre compte de l'évolution de la place des groupes autochtones dans le développement économique de chacune des régions nordiques.

L'utilisation possible de ce genre d'outil statistique est, à vrai dire, presque illimitée. Appliquées aux régions arctiques, les matrices pourraient devenir un instrument de gestion de première force pour les pouvoirs publics. Parce que ce cadre d'organisation des données régionales comptables est interactif et rend possible la simulation des comportements économiques, il pourrait aussi être utilisé comme outil de planification et de prévision. Il pourrait rendre possibles les comparaisons multinationales circumpolaires systématiques. Cette possibilité pourrait être d'une importance cruciale, à une époque où l'accroissement débridé des déficits publics rend envisageable que toutes les dépenses, mêmes les plus légitimes, soient remises en question, y compris les dépenses rendues nécessaires par la situation de dépendance structurelle des régions excentriques.

Bibliographie

- Bottiroli, M., et R. Targetti. 1988. «The Distribution of Personal Income at the Sectoral Level in Italy: A SAM Model», *Journal of Policy Modeling*, 10, 3 : 453-468.
- C. C. N. (Comité constitutionnel du Nunavik). 1989. *Constitution du Nunavik*. Inukjuak, Comité constitutionnel du Nunavik, 27 p.
- C. C. N. (Comité constitutionnel du Nunavik). 1991. *Constitution du Nunavik*. Inukjuak, Comité constitutionnel du Nunavik, 26 p.
- D'Antonio, M., R. Colaizzo et G. Leonello. 1988. «Mezzogiorno/Centre-North: A Two Region Model for the Italian Economy», *Journal of Policy Modeling*, 10, 3 : 437-451.
- De Melo, J. 1988. «SAM-Based Models. An Introduction», *Journal of Policy Modeling*, 10, 3 : 321-325.
- Decaluwé, B., et A. Martens. 1985. *Pays en développement et modèles calculables d'équilibre général. Une revue de littérature empirique*. Montréal, Université de Montréal, CRDE.
- Decaluwé, B., et A. Martens. 1988. *CGE Modeling and Developing Economies: A Concise Empirical Survey of 73 Applications to 26 Countries*. Québec, Université Laval, Cahiers du GREPE, no 8816.
- Decaluwé, B., et W. Grais. 1983. *La Méthode T. V. pour l'élaboration de modèles d'équilibre général*. Québec, Université Laval, Cahiers du GREPE, no 8314.
- Drud, A., W. Grais et G. Pyatt. 1986. «Macroeconomic Modeling Based on Social-Accounting Principles», *Journal of Policy Modeling*, 8, 1 : 111-145.
- Duhaime, G. 1987. *Ni chien, ni loup. L'économie, l'État et les Inuit du Québec arctique*. Québec, Université Laval, Département de sociologie.
- Duhaime, G. 1989. «La catastrophe et l'État. Histoire démographique et changements sociaux dans l'Arctique», *Études Inuit Studies*, 13, 1 : 75-114.
- Duhaime, G. 1990. *Professions et établissements dans l'Arctique québécois. Classifications pour l'étude économique régionale*. Québec, Université Laval, Gétic, Coll. Travaux de recherche, no 5.
- Greenfield, C. C., et H. A. Fell. 1977. *Social Accounting Matrix: Botswana 1974, 1975*. Londres, Ministry of Overseas Development.
- Kendrick, J. W. 1972. *Economic Accounts and Their Uses*. New York, McGraw-Hill.
- King, B. B. 1981. *What Is a SAM? A Layman's Guide to Social Accounting Matrices*. Washington, D. C., Banque mondiale, World Bank Staff Working Paper No. 463.
- Lefebvre, P., F. Mayer et C. Morin. 1988. *Matrice de comptabilité sociale du Québec 1984 : un ensemble de micro-données pour l'analyse d'équilibre général*. Québec, Bureau de la statistique du Québec, Cahiers techniques.
- Pyatt, G. 1988. «A SAM Approach Modeling», *Journal of Policy Modeling*, 10, 3 : 327-352.
- Pyatt, G., et A. R. Roe. 1977. *Social Accounting for Development Planning: With Special Reference to Sri Lanka*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Pyatt, G., et J. I. Round. 1977. «Social Accounting Matrices for Development Planning», *Review of Income and Wealth*, 23, 4.

- Québec et autres. 1980. *La Convention de la Baie James et du Nord québécois et les conventions complémentaires nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6*. Québec, Éditeur officiel du Québec.
- Villeneuve, P., P. Fréchette, M. Boisvert et M. Thériault. 1991. «L'impact économique et spatial de l'Université Laval dans la région métropolitaine de Québec». Communication présentée au colloque annuel de l'Association canadienne des sciences régionales.